



La Plate-forme Stop à l'impunité au Rwanda exige que le Président Sarkozy ne reçoive pas le Général Paul Kagame, accusé de crimes contre l'humanité.

Les 11-12-13 septembre 2011, le Président Rwandais, Paul Kagame, va effectuer une visite à Paris, invité par le Président français Nicolas Sarkozy et sera présenté au Mouvement d'Entreprises de France (MEDEF). Une fois de plus, un Responsable européen **s'apprête à recevoir** le président du Rwanda malgré des accusations graves qui pèsent sur lui et sur son régime portées par un **Tribunal de Grand Instance de la France** et par **l'Audience Nationale Espagnole** et révélées par de nombreux **rapports des différentes organisations des Droits Humains et de l'ONU**.

La Plate-forme Stop à l'impunité au Rwanda, en coordination avec d'autres organisations européennes avaient lancé une campagne pour empêcher ce scandale et avaient réussi en **juillet et décembre 2010** à ce que les **Premiers Ministres Espagnol et Belge ont annulé leurs rencontres officielles avec Paul Kagame**.

Cette visite soulève une polémique latente depuis 1994, accentuée par la **décision du juge français Bruguière (2006)** qui conclut aux 9 mandats d'arrêt internationaux contre le régime de Kigali pour la planification et l'exécution de l'attentat contre l'avion dans lequel voyageaient les président Rwandais et Burundais de l'époque, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira. Cet attentat fut le déclencheur du génocide de 1994 au Rwanda. Une autre polémique est lié au **Rapport Mucyo (2008)**, dans lequel le Rwanda accuse des français politiques et militaires d'avoir planifié et exécuté le génocide des Tutsi en 1994.

Cette visite qui survient dans une atmosphère étrange, qui reflète la complexité, la fragilité et la manipulation avec des implications au sommet sur la stabilité dans la région de Grands Lacs, montre le **désespoir de Sarkozy pour rétablir les relations diplomatiques avec le Rwanda**. D'un côté, la nomination et révocation d'un Ministre d'Affaires Extérieures et un ami du président rwandais, Bernard Kouchner (2009), et de l'autre côté, des positionnements assez tranchés contre cette visite par des fortes personnalités de son gouvernement, comme son président du Sénat, **Gerard Larcher**, son ministre actuel des Affaires Extérieures, Alain Juppé, ainsi que d'autres nombreuses personnalités françaises, qui **déclarent publiquement leur mécontentement envers Sarkozy et leur refus de recevoir ou de saluer Paul Kagame**. Alain Juppé a préféré un voyage officiel en Asie pendant la période de cette visite polémique.

PLATAFORMA BASTA DE IMPUNIDAD EN RUANDA

www.bastadeimpunidadenruanda.org

T. + 34 620 79 11 09

info@bastadeimpunidadenruanda.org

susana@bastadeimpunidadenruanda.org



En outre, le président français, sur proposition du ministre des Affaires 'Extérieures, Alain Juppé, aurait prévu d'annoncer prochainement le remplacement de **l'ambassadeur de la France à Kigali, Laurent Contini, un très proche de Bernard Kouchner.**

Ces accusations successives, des rancœurs du passé, des nominations et de révocations de diplomates ou de Ministres, sont des preuves d'un climat de tension qui entoure la visite de Paul Kagame en Europe, où existent deux procédures judiciaires ouverts contre lui pour des plus graves crimes contre l'humanité.

La Plate-forme Stop à l'impunité au Rwanda s'est mobilisé activement contre cette visite et a envoyé une délégation de 6 personnes à Paris entre-autres **Juan Carrero** et la coordinatrice de la Plate-Forme, **Susana Sanz**, pour **accentuer la pression nationale et internationale sur le gouvernement français, pour qu'il ne reçoive pas avec des honneurs, un homme qui devrait comparaître devant ses tribunaux.** A Paris nous prendrons part à **une grande manifestation lundi 12 septembre 2011 à 14 h à Sèvres-Babylone, (Métro Sèvres-Babylone) Paris,** qui va rassembler l'afflux de nombreuses personnes et d'associations venant de toute la France et des différentes villes de l'Europe.

La plate-forme de la société civile « Stop à l'impunité au Rwanda » exige aux autorités françaises de ne pas ignorer ou essayer de passer sous silence, une fois de plus, des crimes commis en Afrique des Grands Lacs. Nous demandons aux responsables politiques de la France de ne pas recevoir un présumé génocidaire, au moins tant que des accusations tellement graves ne soient pas dûment clarifiées par un tribunal.

PLATE-FORME STOP A L'IMPUNITE AU RWANDA

Pour davantage d'information contacter avec Susana Sanz, coordinateur de la PBIR

PLATAFORMA BASTA DE IMPUNIDAD EN RUANDA

www.bastadeimpunidadenruanda.org

T. + 34 620 79 11 09

info@bastadeimpunidadenruanda.org

susana@bastadeimpunidadenruanda.org